

NDCS AND WATER – IMPLEMENTING THE PARIS AGREEMENT

# Preparing to Adapt: The Untold Story of Water in Climate Change Adaptation Processes

*Emerging insights from GWP's analysis of 80 NDCs from a water perspective, in conjunction with the UN's 2018 progress report on implementing the Sustainable Development Goal on Water (SDG 6)*

## Résumé en français

## LES CDNS ET L'EAU : APPLIQUER L'ACCORD DE PARIS

### Se préparer à l'adaptation : L'histoire méconnue de l'eau dans les processus d'adaptation au changement climatique

Les idées émergentes de l'analyse réalisée par le GWP de 80 CDN depuis la perspective de l'eau, conjointement avec le rapport 2018 de l'ONU sur la mise en œuvre de l'objectif de développement durable sur l'eau (ODD 6).

Il faut de toute urgence accorder davantage d'attention aux actions pour l'adaptation au changement climatique : que peuvent faire les pays pour construire une véritable résilience, mieux, plus vite, avec une adhésion accrue et un impact plus durable ?

Nous invitons la communauté du climat à chercher de l'inspiration auprès de la communauté de l'eau. Le présent rapport présente les idées émergentes d'une analyse en profondeur réalisée par le Partenariat mondial de l'eau au sujet des composantes d'adaptation de 80 contributions déterminées au niveau national (CDN).

Nous avons cherché à comprendre les priorités des pays en matière d'adaptation liée à l'eau, et comparé ces priorités avec des remarques et conseils du rapport 2018 de l'ONU sur la mise en œuvre de l'objectif de développement durable sur l'eau (ODD 6). Nous nous sommes penchés sur les alignements avec les processus nationaux de planification et la coordination parmi les gouvernements.

Étant donné que ce point est essentiel pour la question de l'eau, nous avons enquêté pour savoir si les gouvernements avaient l'intention d'investir non seulement dans des infrastructures, mais également dans le fait d'obtenir les *structures de gestion et de gouvernance nécessaires* pour gérer l'eau dans un contexte de variabilité accrue, de prédictibilité réduite, d'événements extrêmes plus fréquents et plus intenses et de nouveaux régimes hydrologiques dus au changement climatique. Nous nous sommes également penchés sur les pays cherchant à prendre des mesures climatiques

liées à l'eau à travers une approche de gestion *intégrée* des ressources en eau, l'approche conseillée dans le monde à travers l'ODD 6.5.1 pour garantir une gestion efficace, durable et inclusive de l'eau.

Une analyse plus approfondie serait nécessaire pour comprendre les facteurs à l'origine des décisions de chaque pays. Les idées émergentes présentées ici indiquent néanmoins qu'il existe des avantages considérables à « marier » la coordination du changement climatique et les bonnes pratiques mises en place pour la gestion de l'eau en ce qui concerne l'inclusion et la consultation des multiples parties concernées. Nous soulignons également le besoin urgent, pour les pays et leurs partenaires de développement, d'unir le renforcement des institutions et de la gouvernance de l'eau et une conception plus détaillée de projets et de programme, ainsi que des investissements plus importants en infrastructure, pour les années à venir.

# Introduction

Nous voyons, sur le rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), que le monde est engagé sur la mauvaise voie, les conséquences sévères de l'augmentation des températures approchant plus rapidement que prévu. Au cours de la dernière décennie, des communautés du monde entier ont déjà fait l'expérience de situations record, extrêmes, liées à l'eau (inondations, sécheresses, tempêtes et blanchissement des coraux) comme conséquence de l'augmentation des températures mondiales moyennes de 1 °C par rapport aux niveaux préindustriels.

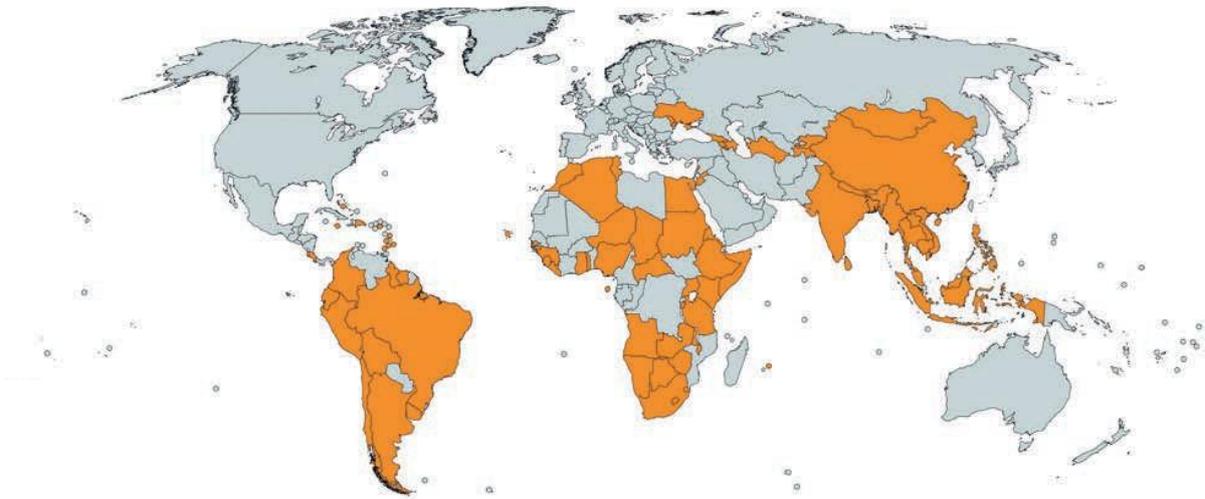
Le réchauffement climatique devrait atteindre les 1,5 °C entre 2030 et 2052. Cette augmentation des températures, et les phénomènes hydro-climatiques qui l'accompagnent, tels que des changements dans les précipitations et la fonte des neiges, provoqueront des perturbations de l'approvisionnement en eau et une amplification des désastres de type inondation et sécheresse, des impacts qui seront ressentis à travers les communautés, les écosystèmes et les économies. Les pays et communautés exposés à ces risques, mais n'ayant pas investi dans une bonne gestion et gouvernance de l'eau seront les plus touchés.

En 2018, à travers le dialogue Talanoa, les membres de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) font le point sur les efforts collectifs déployés en vue d'atteindre les objectifs de l'Accord de Paris pour documenter la préparation de la prochaine étape des contributions déterminées au niveau national (CDN). Ce premier inventaire des CDN offre une occasion formidable aux pays d'évaluer ce qu'ils peuvent faire pour construire une véritable résilience climatique, mieux, plus rapidement, avec une adhésion accrue et un impact plus durable. Le Partenariat mondial de l'eau (GWP) cherche à apporter des informations pour ce processus, alors que les pays définissent leurs ambitions pour améliorer l'efficacité de la réalisation des CDN et accroître leurs mesures pour ces dernières, en présentant les idées émergentes d'une analyse des engagements spécifiques au sujet de l'eau dans les CDN de 80 pays (Illustration 1).

Les CDN mises à jour devront être présentées lors de la 26<sup>e</sup> Conférence des parties de la CCNUCC, fin 2020. Guidé par son analyse, le GWP et ses partenaires collaborera, au cours des deux prochaines années, avec les pays et groupes intéressés par le soutien de ces mises à jour, reflétant l'urgence de répondre à la question de la *gestion* de l'eau de façon systématique et adaptée aux pays. Nous nous appuyerons pour cela sur le travail existant des Partenariats nationaux et régionaux de l'eau du GWP pour soutenir les gouvernements et les groupes de parties concernées dans le cadre des processus de plan national d'adaptation (PNA) et de mise en œuvre des ODD. L'Annexe 1 présente les liens entre CDN, PNA et ODD.

Dans ce document, nous présentons certaines des idées émergentes de notre travail qui alimentent le processus du dialogue de Talanoa et son suivi, et dirigent le travail du GWP pour soutenir les pays dans la mise à jour de leur contribution nationale pour 2020. Nous publierons une analyse plus approfondie mi-2019.

**Illustration 1. 80 pays ont été inclus dans l'analyse par le Partenariat mondial de l'eau des contributions déterminées au niveau national**



Source : GWP, 2018 (certains pays ont des partenariats nationaux de l'eau GWP)

# Conclusion

Répondre aux impacts du changement climatique implique de travailler sur la question de l'eau. Notre analyse émergente indique que 9 pays sur 10 donnent la priorité aux actions concernant l'eau pour l'adaptation dans leurs contributions déterminées au niveau national. Mais les pays sont-ils engagés sur la bonne voie, et leur approche est-elle la plus efficace pour garantir une eau sûre ? Même sans changement climatique, le monde n'avance pas à un rythme permettant de garantir une gestion sûre et durable de l'eau, ce qui ralentit le développement. Des investissements dans l'infrastructure et dans la gestion, les institutions et le cadre réglementaire du secteur sont urgents, et doivent aller de pair.

La bonne nouvelle c'est que la plupart des pays donnent la priorité à une forme de renforcement de la gestion de l'eau et des institutions. Néanmoins, à peine plus d'un tiers des pays font explicitement référence à une gestion *intégrée* des ressources en eau dans leurs CDN. Adopter une approche intégrée est essentiel pour être capable de gérer de façon réussie les dynamiques multiples et superposées impliquées dans le secteur : le besoin d'infrastructures, d'informations et d'institutions ; actions au niveaux du projet, de la communauté, du pays, des bassins fluviaux et du monde ; le défi d'équilibrer et de séquencer les investissements dans les institutions et dans les infrastructures ; et les compromis pour équilibrer les priorités en matière d'équité, d'environnement et d'économie. Tout cela est déjà complexe, et le fait de devoir désormais agir au plus vite pour s'adapter au changement climatique représentera une pression supplémentaire poussant les parties concernées à se montrer flexibles, à assumer des rôles de leadership et des responsabilités et à collaborer. Une analyse plus approfondie est nécessaire pour comprendre le raisonnement de chaque pays concernant ses décisions spécifiques à ce sujet.

Il existe une interface entre action climatique et action pour l'eau qui devrait être gérée de manière plus ciblée par les pays et leurs partenaires de développement. D'une part, le processus des CDN apporte un niveau élevé d'intégration intersectorielle et des liens avec la planification nationale qui seront extrêmement utiles pour améliorer la gestion des ressources en eau à l'avenir, notamment la gestion des inondations et de la sécheresse. Dans le même temps, les résultats des actions d'atténuation sont accompagnés, comme bénéfiques connexes, d'actions d'adaptation dans le secteur de l'eau. Le Rapport spécial du GIEC sur les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1,5 °C<sup>1</sup> justifie l'urgence de telles actions.

La prochaine étape est de développer des programmes et concevoir des projets solides pour attirer et accéder à des financements pour des infrastructures et des institutions liées à l'eau. De nombreux pays semblent avoir un appétit certain pour la mobilisation de financements à travers la communauté du développement et le secteur privé. Néanmoins, dans la plupart des cas, les pays à la recherche de financements n'ont pas encore développé une vision claire des activités spécifiques qu'ils souhaitent réaliser. Alors que les pays cherchent des financements au niveau international, ils

1 GIEC (2018) Résumé à l'intention des décideurs politiques. Dans : *Réchauffement planétaire de 1,5 °C. Un Rapport spécial du GIEC sur les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1,5 °C par rapport aux niveaux préindustriels et les profils connexes d'évolution des émissions mondiales de gaz à effet de serre, dans le contexte du renforcement de la parade mondiale au changement climatique, du développement durable et de la lutte contre la pauvreté* (Masson-Delmotte, V., Zhai, P., Pörtner, H.O., Roberts, D., Skea, J., Shukla, P.R., Pirani, A., Moufouma-Okia, W., Péan, C., Pidcock, R., Connors, S., Matthews, J.B.R., Chen, Y., Zhou, X., Gomis, M.I., Lonnoy, E., Maycock, T., Tignor, M., Waterfield, T. Eds.). Organisation météorologique mondiale, Genève, Suisse

devraient envisager de concevoir des interventions qui incluent, parmi les domaines d'action, des mesures précises pour renforcer les structures de gestion et de gouvernance de l'eau.

Les partenaires de développement devraient également prendre note de ce domaine prioritaire, car la capacité des pays à concevoir et gérer des projets et programmes pertinents pourrait nécessiter un soutien concerté.

#### À propos du GWP

Le Partenariat mondial de l'eau a pour objectif de créer un monde où la sécurité de l'eau est garantie. Notre mission est de faire progresser la gouvernance et la gestion de l'eau pour un développement durable et équitable. Le réseau dispose de 13 Partenariats régionaux de l'eau, 63 Partenariats nationaux de l'eau et plus de 3 000 partenaires dans 183 pays.

© Partenariat mondial de l'eau, décembre 2018

[www.gwp.org](http://www.gwp.org)

## Messages clés du GWP

### CCNUCC COP 24, Katowice, Pologne, décembre 2018

Même sans prendre en considération les impacts du changement climatique, le monde n'est pas engagé sur une voie lui permettant de garantir un approvisionnement en eau sûr et durable pour tous. Les messages du GWP à la COP 24 lient clairement les actions pour le climat et pour l'eau.

#### **Rapport sur les CDN du GWP : idées émergentes**

Le GWP a dirigé une nouvelle analyse liant les rapports de référence sur l'ODD n° 6 avec une évaluation de plus de 80 plans de contributions déterminées au niveau national (CDN), comparés à des plans de développement nationaux et des documents similaires.

Le rapport sera publié le **10 décembre lors d'un événement de haut niveau sur le thème « Renforcer les mesures liées au climat : l'eau et les CDN »**. Les idées ayant émergé de ce rapport incluent :

1. **L'eau est un moteur des actions d'adaptation au changement climatique** : les pays ont donné la priorité à l'eau dans leurs CDN. Mais la combinaison d'infrastructures, d'institutions et de travail intersectoriel exige qu'on lui accorde de l'attention.
2. **Pensez avant d'agir** : de nombreux pays (> 60 %) ont donné la priorité au renforcement des institutions pour l'eau, mais moins d'un tiers (26 %) ont adopté l'approche de la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE). Il existe des raisons de craindre que des approches de gestion mauvaises ou inadaptées, allant de pair avec des investissements importants dans les infrastructures, puissent avoir des résultats contre-productifs. Un grand nombre des pays accordant la priorité aux investissements en infrastructure présentent de mauvais résultats dans l'évaluation synthétique de 2018 de l'avancement de la GIRE (ODD 6.5.1).
3. **L'atténuation est également liée à l'eau** : il existe des bénéfices considérables des actions d'adaptation de l'eau pour l'atténuation, et vice-versa : un grand nombre d'actions liées à l'atténuation, au niveau de la demande, de l'offre ou de l'utilisation des terres, sont suivies d'un accès à l'eau et à l'assainissement. Nous savons cela grâce au rapport du GIEC, mais ce que nous ne savons pas, c'est si ces bénéfices sont gérés, suivis, utilisés et maintenus dans le cadre des institutions et réglementations de la gestion intégrée des ressources en eau. C'est une question sur laquelle le secteur de l'eau devra se pencher !
4. **Ne pas dévaluer** : la plupart des récits d'atténuation compris dans les CDN sont des récits de changement en matière d'énergie hydraulique ou d'utilisation des terres impliquant des bassins hydrographiques. La valeur accordée à l'eau est une question importante et peu posée, à laquelle la prochaine étape d'application des CDN devra répondre.

5. **Le plus urgent : investir du temps et de l'énergie dans la *conception* de projets d'actions concrètes pour le climat** : l'analyse des CDN indique clairement une disparité importante entre les financements demandés et la disponibilité de conceptions effectives de projets. GWP s'est attelé, au cours des six derniers mois, à comprendre à quoi cette disparité ressemble « sur le terrain », et celle-ci est énorme. Il faudra travailler avec les pays pour identifier et concevoir des actions et des projets spécifiques, avant que « les milliards ne deviennent des billions ».